

Expéditeurs :

Alofa Tuvalu, Amis de la Terre France, Amnesty International France, ATTAC France, Bloom, CCFD-Terre Solidaire, Collectif Ethique sur l'étiquette, Greenpeace France, LDH - Ligue des droits de l'Homme, Notre Affaire à Tous, Reclaim Finance, Réseau Action Climat, Sherpa, Transparency International France, 350.org

M. Kevin MAGRON

Ambassadeur chargé des négociations sur le
changement climatique
Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
37, Quai d'Orsay - 75007 Paris

Copie de ce courrier est adressée à :

Mme Ombeline GRAS, Conseillère affaires globales, Présidence de la République

Mme Caroline FERRARI, Conseillère diplomatique et cheffe de pôle, Premier ministre

M. Gabriel NORMAND, Conseiller diplomatique, Cabinet de la Ministre de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques

Paris, le 4 novembre 2024

Sujet : Participation des représentants d'intérêts des énergies fossiles à la COP29

Monsieur l'Ambassadeur,

Alors que la prochaine Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques - COP29 - doit se tenir en novembre à Bakou (Azerbaïdjan), nos organisations vous écrivent au sujet de l'influence néfaste des entreprises du secteur des énergies fossiles dans le cadre de telles discussions.

Plus que jamais, il est nécessaire de veiller à ce que les compagnies pétrolières et gazières ne bénéficient pas d'un accès privilégié aux prochaines négociations sur le climat.

Le monde vient de connaître les douze mois les plus chauds de son histoire et, dans toute l'Europe, des vagues de chaleur record suivies d'inondations dévastatrices ont semé la destruction et le désarroi. Tout cela aurait pu être évité.

Las, les entreprises développant les énergies fossiles continuent d'arrêter, retarder, et édulcorer les initiatives internationales visant à enrayer le réchauffement de la planète. Et pour cause, le

modèle économique de ces entreprises est en conflit direct avec les objectifs de limitation du réchauffement arrêté dans l'accord de Paris.

La voix des entreprises pétro-gazières ne peut que parasiter les négociations, pourtant cruciales, sur la sortie progressive des combustibles fossiles.

- En Europe, au cours du dernier mandat de la présidente Ursula Von der Leyen, la Commission a organisé près de 900 réunions avec des représentants d'intérêts du secteur des énergies fossiles.
- Aux Nations Unies aussi, le secteur a déployé des ressources significatives afin d'empêcher une diminution, même progressive, des énergies fossiles. Au cours des 20 dernières années, des délégués liés aux plus grands groupes pétro-gaziers ont ainsi participé plus de 7.200 fois à des négociations sur le climat menées sous l'égide des Nations unies¹.
- En 2023, des dirigeants d'ExxonMobil, de BP et d'Eni ont d'ailleurs assisté à la COP28 avec des « badges » de l'Union européenne.
- Une analyse de la campagne Kick Big Polluters Out a même révélé que la Commission européenne et les États membres ont fait venir plus de 130 lobbyistes des énergies fossiles à la dernière COP, la grande majorité d'entre eux portant des badges "Party Overflow" remis par la délégation et permettant aux lobbyistes de l'accompagner.

Ainsi, la France a permis à 26 représentants d'entreprises privées – dont 6 du seul groupe pétro-gazier TotalEnergies – de se rendre à la dernière COP, leur donnant un accès privilégié pour faire échec à toute avancée réelle pour le climat.

Les résultats de cette influence sont dévastateurs. Les phénomènes météorologiques deviennent de plus en plus extrêmes et les perturbations de plus en plus graves, entraînant des pertes de vies humaines et la destruction de moyens de subsistance.

Les solutions afin de limiter cette influence néfaste sont pourtant à portée de main. À l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le risque lié à l'influence des lobbies du tabac sur les mesures sanitaires visant à réduire le tabagisme est admis de longue date. En 2003, l'organisation a adopté la convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT), laquelle reconnaît le conflit fondamental et irréconciliable entre les intérêts de cette industrie et les responsables de santé publique. Cet accord contient des lignes directrices claires pour protéger l'élaboration des politiques de santé publique de l'influence de l'industrie du tabac. Il s'agit notamment de ne pas faire participer les représentants d'intérêt de l'industrie du tabac aux négociations internationales de l'OMS.

Nous pensons qu'il est essentiel d'adopter une approche comparable à l'égard des représentants du secteur fossile.

¹ Source : étude de Kick Big Polluters Out, <https://kickbigpollutersout.org/articles/release-fossil-fuel-lobbyists-attend-un-climate-talks-more-7000-times>

Par conséquent, nous vous demandons d'agir pour protéger l'élaboration des politiques publiques en matière climatique de l'influence des lobbies des énergies fossiles. Nous vous demandons notamment de vous engager à ne pas permettre l'enregistrement de dirigeants ou de représentants d'intérêts des entreprises du secteur des énergies fossiles avec les délégations françaises et européennes lors des prochaines négociations des Nations unies sur le climat.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de nos salutations distinguées.

Organisations signataires :



Laura Thieblemont
Co-présidente



Jérémy Suissa
Délégué général



Jean-François Dubost
Directeur du plaidoyer



Gilliane Le Gallic
Président



Fanny Petitbon
Responsable France



Lucie Pinson
Directrice



Claire Nouvian
Directrice générale



Sandra Cossart
Directrice



Alice Picard
Porte-parole



Nathalie Tehio
Présidente



Morgane Créach
Directrice générale



Patrick Lefas
Président



Jean-François Julliard
Directeur général



Mathilde Pousseu
Déléguée générale



Margot Jaymond
Chargée de plaidoyer